

Plan Général de Coordination
Coordination Sécurité Protection Santé
Niveau II

PROJET

TRAVAUX DE CHARPENTE
CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE
75012 PARIS

Maître d'Ouvrage : Préfecture de Police de Paris
1bis, rue de Lutèce – 75004 Paris

Maîtrise d'œuvre : S.E.C.C
43, avenue Louis Luc – 94600 Choisy le Roi

Indice 1

Plan général de coordination

26 février 2024

QUALICONSULT SECURITE - Agence de Paris

24, rue des Petites Ecuries
75010 Paris

PREAMBULE

Le Maître d'Ouvrage a classé l'opération en **2^{ème} catégorie** et s'est adjoint les services d'un Coordonnateur SPS de réalisation afin de remplir les obligations réglementaires de la loi n° 93-1418 du 31/12/93 lui incombant.

Sur cette opération, le Coordonnateur SPS est :

Qualiconsult Sécurité
14, rue des Petites Ecuries
75010 Paris
Dominique Laroche

Portable : 06 87 93 49 70
Mail : dominique.laroche@qualiconsult.fr

PARTICULARITE DU CHANTIER

Consistance des travaux :

Travaux de charpente – Changement des ossatures zones grillagées extérieures et des grilles de clôture de la zone de desserte – Avenue de l'Ecole de Joinville – 75012 Paris

Durée des travaux	: 4 mois
Démarrage des travaux	: Mai 2024
Prévision d'effectifs moyens	: 10 personnes
Prévision d'effectifs en pointe	: 15 personnes TCE

LISTE DES LOTS

Lot Charpente

HORAIRES DE CHANTIER

Du lundi au vendredi : dans les plages horaires réglementaires (code du travail),
8h / 12 h et 13h / 17 h.

Tous les travaux en dehors de ces horaires devront faire l'objet d'autorisation auprès du
Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, SPS.

MISSION DU COORDONNATEUR

Le Maître d'Ouvrage a désigné, conformément à la réglementation en vigueur,
Un coordonnateur SPS en phase conception et réalisation.

Le coordonnateur SPS aura toute autorité sur les entreprises.

Les entreprises devront répondre aux demandes du coordonnateur et fournir gratuitement
tout document afférent à la mission de sécurité et protection de la santé.

Le Coordonnateur SPS pourra être présent en partie aux réunions de chantier
de la Maîtrise d'œuvre afin de réaliser les inspections communes et
l'examen des PPSPS.

Des visites inopinées seront réalisées aussi, afin de vérifier l'application des mesures
prévues avec les différentes entreprises sur le site.

Le coordonnateur SPS informera systématiquement le maître d'ouvrage et maître d'Œuvre
de ses actions sur le chantier.

OBLIGATION DES ENTREPRISES

Inspection commune

Dès la nomination d'une entreprise, celle-ci prendra contact avec le Coordonnateur SPS, et
ou celle-ci sera convoquée directement par le coordonnateur afin d'effectuer une inspection
commune sur le chantier avec un représentant de l'entreprise connaissant ou chargé de
suivre le chantier.

Cette inspection commune aura lieu dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Le procès-verbal d'inspection commune sera joint au registre journal ; celui-ci sera signé de
l'entreprise et du coordonnateur SPS.

Déclaration des sous-traitants

Les entreprises ont obligation de déclarer au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au
Coordonnateur de Sécurité tout sous-traitant. Cette déclaration indique la nature précise des
prestations sous-traitées.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que le contractant principal quant au
respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé.

Observations :

Chaque entreprise assumera le rôle moteur Sécurité et Santé, mais il est rappelé que l'entrepreneur est entièrement responsable des bonnes conditions de travail de ses salariés et qu'en aucun cas, il ne doit mettre en danger les autres intervenants du chantier (travaux superposés par exemple) ou l'environnement.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

En application du décret du 03*09/92 (transposition de la Directive Européenne n° 90/269/CEE en droit français), il y aura lieu de respecter les normes et les prescriptions concernant la manutention manuelle des charges comportant des risques notamment dorsaux lombaires pour les travailleurs.

L'employeur doit prendre les mesures d'organisation permettant de limiter l'effort physique et de limiter le risque encouru.

Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariots, transpalettes, diables, etc...).

Les manutentions verticales (sans objet)

Droit de retrait

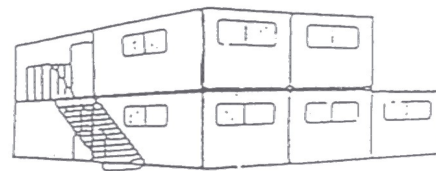
Chaque entreprise devra, sous 48 heures, aviser le coordonnateur SPS de l'utilisation de son droit de retrait par un ou plusieurs de ses ouvriers, afin qu'une analyse de risque puisse être menée et la situation rétablie.

INSTALLATIONS SANITAIRES DE CHANTIER

Vestiaires / Réfectoires / Sanitaires :

Les entreprises réaliseront au préalable un état des lieux.

DIMENSIONNEMENT DES INSTALLATIONS COMMUNES



SANITAIRES

1 lavabo / 5 salariés

1 WC / 15 salariés

+ 1 WC et 1 urinoir / 15 salariés

1 douche / 8 salariés

Equipés en savon, moyen de séchage et papier toilette.

Au moins un wc devra être équipé d'un point d'eau.

VESTIAIRES

1,50 m² / personne

Équipé d'armoires à 2 étages fermant à clef et de sièges. Caissons double séchant, ventilé.

REFECTOIRE

1,50 m² / personne

Équipé de tables, sièges, frigo, évier eau chaude et froide, chauffe gamelle électrique.

SALLE DE REUNION

Capacité 20 personnes

Tenue de chantier

- Casque de sécurité (si intervention avec risques de heurts à la tête)
- **Caussures de sécurité obligatoires dans tous les cas**
- Protections individuelles adaptées aux risques :
 - gants
 - masque anti-poussière
 - lunette
 - etc

Les entreprises devront être identifiable facilement ; les tenues devront être propre et non souillée.

INSTALLATIONS PROPRE AU CHANTIER

Electricité

Energie fournie par le Maître d'Ouvrage sur site.

L'entreprise responsable des travaux installera une protection par disjoncteur 30 MA en intermédiaire existant et chantier.

L'installation sera munie de plusieurs départs en 220 v.

Elle sera positionnée judicieusement sur le chantier, pour une utilisation facile.
Son câble d'alimentation sera protégé et distinct de l'existant et future installation.

L'entreprise utilisera des enrouleurs de 25 m maximum avec des câbles de protection minimale H07.

Livraison

Les entreprises devront prendre toutes dispositions pour décharger en sécurité et éviter toutes co-activités.

Stationnement

Dans la rue suivant code de la route / sur site.

Moyen de secours

Mise en place d'un affichage au niveau du cantonnement.
Mise à disposition par l'entreprise d'une trousse à pharmacie.
PC de sécurité sur site avec présence de SIAPP

TRAVAUX PROPRE AU CHANTIER

Travaux bruyants

Les plages horaires sont à définir avec le Maître d'Ouvrage.

Consignations

Les entreprises devront établir et afficher toutes les consignes et informations nécessaires de manière visible par affichage réglementaire sur les portes des parties communes tel que chantier en cours, accès interdit aux personnes étrangères au chantier, etc....

Approvisionnement / évacuation des gravas

Dito les livraisons.

Pour l'évacuation des gravas il est conseillé aux entreprises de mettre en place en sacs à gravas de manière à réaliser des manutentions mécaniques ; les sacs doivent être inférieur ou égal à 25 kg chargés.

Mesures de lutte contre l'incendie

PERMIS FEU OBLIGATOIRE - TOUT LES JOURS

L'entreprise approvisionnera sur le chantier un nombre suffisant d'extincteurs de type ABC.

Une attention toute particulière sera prise afin de ne pas déclencher les têtes de détection quand elles ne pourront pas être consignées provisoirement.

Règles générales :

Toutes les entreprises utilisant des produits volatils, des chalumeaux ou tout autre appareil produisant une source de chaleur doivent se conformer aux préconisations OPPBTP fiches n° :

- 04F0185, 04F0293 : produits volatils
- A6M0192 : extincteur portatif
- A6F0185 : lutte contre le feu

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés (extincteurs adaptés / protections M1).

Demande de consignation de la détection incendie au droit des travaux (poussière) tout les jours

Règles relatives au stockage et à la mise en œuvre des produits inflammables :

Bouteilles de gaz :

Elles doivent se trouver sur un chariot porte bouteilles muni d'un extincteur vérifié l'année en cours.

Ces bouteilles devront se trouver dans un endroit approprié, et sans danger, accessible uniquement par les entreprises utilisatrices.

Produits toxiques et inflammables :

Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tout risque d'incendie de ces matériaux.

Les dépôts de matériaux inflammables doivent être situés dans des zones très limitées précisées à cet effet et si possible en dehors de la construction et parfaitement ventilées. Leur situation sera à faire figurer au plan d'installation de chantier.

La manipulation de ces produits ne peut se faire que par une personne habilitée.

Les produits doivent tous être étiquetés.

PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.

MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom

Représenté par **Jean MAIA**
Fonction **Secrétaire Général du Conseil constitutionnel**
Surveillant des travaux **Joseph PERNOT - Responsable de la maintenance et de l'exploitation du bâtiment**
Fonction **de la sécurité et de la sureté.**

CONSIGNES PARTICULIÈRES

résultant du type d'exploitation de l'établissement

Document(s) joints(s) : ☐ Autres :

☐ Consignes de sécurité incendie

☐ Plan d'évacuation incendie

à préciser

ENTREPRISE INTERVENANTE

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Raison sociale
Adresse
Tél.
Fax
Email
Représentée par

INTERVENTION

Localisation des travaux

Début des travaux Fin des travaux
date date
heure heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :

CONSIGNES DE SÉCURITÉ

	Fait	Sans objet		Fait	Sans objet		
AVANT LES TRAVAUX			PENDANT LES TRAVAUX				
S'assurer que le matériel utilisé est en parfait état.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Éloigner, couvrir et protéger les installations à l'aide de moyens appropriés.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Veiller à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
S'assurer du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Autres prescriptions :				
S'assurer que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
S'assurer que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
S'assurer que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
S'assurer que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	APRÈS LES TRAVAUX				
Autres prescriptions :			S'assurer que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			Effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres prescriptions :			Autres prescriptions :				

CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte :	RIA et extincteurs à chaque étage
Moyens de première intervention :	Extincteurs
Numéro d'appel en cas d'urgence :	En interne : 9 (standard) ou 01 40 15 30 00 ou 18 (pompiers)

Le représentant du maître d'ouvrage Valérie VAN DE VYVERE Date : _____ Signature : _____	Le représentant de l'entreprise intervenante _____ Date : _____ Signature : _____
--	---

Travaux spécifiques :

Afin de prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation, les entreprises devront fournir les fiches de données sécurité, les règles de stockage, les conditions de ventilation des lieux de travail et de stockage, les installations électriques adaptées aux risques.

Travaux en hauteur :

L'utilisation d'escabeau du commerce est à proscrire.

Les entreprises devront utiliser des petites plates formes individuelles réglementaires avec les garde-corps.

La mise en place de l'échafaudage commun, devra répondre à toutes les normes en vigueur.

Mise en place de garde-corps sur toutes les faces extérieures avec plinthes, et y compris en intérieur quand l'espace au vide est supérieur à 20 cm.

Sa fixation sera à la façade avec des points d'ancrage minimum tous les 12 m².

L'entreprise devra le faire contrôler par un organisme agréé ou elle-même être agréé au montage et à son auto contrôle.

Toutes modifications pendant les travaux, ou tout dépassement à plus de 3 mois, fera l'objet d'un nouveau contrôle obligatoire.

Convention d'utilisation :

L'entreprise responsable de l'échafaudage fera signer à toutes les entreprises devant l'utiliser une convention de responsabilité ou sera rappelé toutes les consignes pour une parfaite utilisation avec respect..

AMIANTE EN ATTENTE

Le diagnostic amiante de l'immeuble, DTA, doit être communiqué aux entreprises préalablement par le MO.

Toutes les entreprises devront, en cas de doute, informer le Coordonnateur SPS de toutes suspicions sur un matériau afin de prendre toutes précautions nécessaires et réglementaires pour suites.

Dépose d'amiante

L'entrepreneur présentera son phasage d'intervention lors de la dépose des éléments amiantifères (cinématique à mettre en évidence) dans le respect du décret du 7.02.96 et surtout de l'arrêté du 14.05.96 sections 1 et 2 définissant les dispositions à respecter pour les activités de confinement et de retrait de l'amiante ainsi que du décret n° 2006-761 du 30/06/2006.

Il appartient à l'entreprise titulaire d'établir son plan de retrait en relation avec les organismes de sécurité.

Le magasin devra avoir été vidé de tout le matériel entreposé gênant l'évolution du désamiantage (intervention suivant phasage spécifique).

L'entrepreneur devra s'assurer que tous les réseaux sont neutralisés avant tout commencement de travaux (arrêté du 14 mai 1996).

Les mesures suivantes minimales doivent être mises en œuvre, tant dans un objectif de sécurité du personnel amené à intervenir directement sur les matériaux amiantés ou du personnel susceptible d'inhaler des poussières, qu'en vue de la protection de l'environnement.

Le personnel doit porter au minimum les protections individuelles suivantes : masque complet à ventilation assistée avec filtre TMP3 et combinaisons (jetable) type TYVECK protégeant le corps entier (cheveux compris) : capuche, gants lavables et sur-bottes en polychloroprène.

La mise en place d'une douche reste obligatoire avec système de filtration des eaux, pour permettre au personnel de se doucher avec les combinaisons (prévoir les ballons adaptés en débit afin d'assurer l'eau chaude aux salariés à chaque cycle).

L'entrepreneur aura à prévoir une aspiration mobile à proximité immédiate du matériau en cours de décollement à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre.

Toute zone de travail neutralisée devra comporter une signalisation concernant son état (zone rouge : en cours de décontamination ; zone verte = zone décontaminée).

Pour le cas de hauteur sous plafond importante, il sera utilisé un échafaudage de pied ou roulant aux normes de sécurité.

Avant restitution des locaux et enlèvement du dispositif de confinement (total ou partiel), il sera procédé :

à un contrôle visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées, à la charge du Maître d'Ouvrage

au nettoyage approfondi de ladite zone par aspiration avec équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité ; à la fixation de filtres résiduels sur parties traitées.

A ce titre, l'entreprise mandataire définira dans son PPSPS son programme de mesures relatif au retrait de l'amiante (initial, pendant les travaux, libération et final) suivant une procédure à définir.

Enfin, l'entreprise précisera dans son plan de retrait, la palettisation prévue et le cheminement jusqu'à la benne d'évacuation (évacuation des déchets stockés dans bigs bags vers décharge classe 1 ou 2 avant démarrage d'autres phases).

N.B. : - La mise à disposition des locaux pour les autres lots ne pourra intervenir dès que la zone sera réputée saine et décontaminée (obtention des mesures libératoires et de restitution $C \leq 5$ fibres/l).

- Le recours à travailleur temporaire (CDD) ou intérimaire est strictement interdit conformément à l'arrêté du 4 avril 1996.

Cas de plaques en fibre-ciments :

Il est à noter que les éléments à déposer sont fortement liés et susceptibles de libérer des fibres d'amiante par dégradation mécanique brutale (casse, découpe, usinage) ou en raison de leur vétusté.

Les mesures suivantes minimales doivent être mises en œuvre, tant dans un objectif de sécurité du personnel amené à intervenir directement sur les matériaux amianté ou du personnel susceptible d'inhaler des poussières, qu'en vue de la protection de l'environnement (voir règles précises dans la recommandation CRAM R.378).

- Le personnel doit porter au minimum les protections individuelles définies précédemment.

La dépose des plaques se fera suivant la méthodologie de confinement dynamique soit sur nacelle élévatrice télescopique ou à ciseau dans magasin suivant difficulté du site liées aux charpentes.

Les dispositifs de protections collectives utilisées devront être conformes aux normes en vigueur (nacelles conformes à l'arrêté du 9.06.93).

D'autre part, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur :

- Démonter, chaque fois que cela est possible, les systèmes de fixation des matériaux et déposer les éléments, un à un, en évitant de les casser (pour les éléments situés en hauteur, il est nécessaire de prévoir des moyens de manutention adaptés).
A défaut de pouvoir démonter les fixations, on procède à leur découpe à l'aide d'outils manuels générant le moins possible de poussières, après les avoir humidifiés. Les outils rotatifs à vitesse de rotation élevée sont à proscrire pour la découpe, le perçage ou l'usinage des matériaux en amiante-ciment (ou de leurs systèmes de fixation lorsque l'outil doit toucher l'amiante-ciment).
En dernier lieu, si les fixations ne sont pas accessibles, on procède à la découpe manuelle de l'élément en travaillant au mouillé par pulvérisation pendant la découpe.
- Nettoyer les structures et le sol par aspersion ou aspiration avec un appareil équipé d'un filtre absolu.

Toute utilisation de nacelle élévatrice nécessite la possession d'une habilitation de conduites de nacelle en règle (recommandation CRAM R.386 en vigueur).

A ce titre, l'entreprise précisera dans son plan de retrait, le dimensionnement de la plate-forme de la nacelle compte tenu de l'encombrement des plaques et des opérateurs, la palettisation prévue et le cheminement jusqu'à la benne d'évolution (évacuation des déchets stockés sur palettes ou racks recouverts d'un film en matière plastique vers décharge classe 2 ou 3 avant démarrage d'autres phases).

Il sera prévu l'aménagement d'un sas à 3 compartiments (seul accès à la zone de travail) avec une douche localisé en sortie de l'atelier et alimenté par un rack placé à proximité.

Préalablement aux travaux, des dispositions seront prises pour analyser et déceler la présence éventuelle d'amiante dans matériaux susceptibles d'en contenir. Le rapport de recherche sur la présence d'amiante dans les ouvrages et les éléments de construction est à rédiger par un organisme agréé et certifié. Les résultats de ces prélèvements devront être communiqués par le Maître d'ouvrage à tous les intervenants.

De même, si au cours de ces travaux un intervenant découvre un matériau suspect, elle stoppera immédiatement ses travaux dans la zone considérée et avertira le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. Dans le cas d'un résultat d'analyse positif, toute intervention sur l'ouvrage devra donner lieu au préalable à l'établissement d'un plan de retrait par l'entreprise chargée de la dépose, conformément aux règlements en vigueur. L'entreprise devra mettre en œuvre les procédures de retrait ou confinement des zones de produits contaminés et assurer la protection des travailleurs de tous les lots contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante conformément au décret N°96-97 du 07 février 1996 et à la Recommandation R. 371 du 21 mars 1995 de la CRAM).

Afin de mettre en place une méthodologie efficace, il est conseillé de se référer au guide ED815 édité par l'INRS et distribué par la CRAM, intitulé : « Travaux de retrait ou de confinement d'amiante ou de matériaux en contenant »

PLOMB – EN ATTENTE

Le diagnostic plomb de l'immeuble doit être communiqué aux entreprises préalablement par le MO.

. Documents à fournir par le Maître d'ouvrage

Les Diagnostics de recherche de matériaux contaminés par le plomb.

L'Entrepreneur devra déterminer, lors de sa visite, les quantités à évacuer pour la négociation de l'accord préalable nécessaire pour l'évacuation des déchets.

Documents à fournir par l'entreprise

une note méthodologique des modes opératoires envisagés par, cette note devra comprendre une analyse des risques relatives aux travaux à effectuer et leur contexte et devra en regard de cette analyse des risques donner une indication précise de la gestion des risques identifiés pour les opérateurs et l'environnement immédiat du chantier comprenant les mesures et moyens de protection prévus.

- Cette note comprendra ;
 - références, matériel, les procédures que l'entreprise appliquera sur le chantier
 - les marques, les types et les quantités exactes d'appareils et matériels de l'entreprise
 - les effectifs spécialisés
- les attestations médicales des opérateurs devant intervenir sur l'opération.

Cette note sera intégrée au P.P.S.P.S. de l'entreprise qui devra être transmis aux Organismes Officiels de Prévention et au Coordonnateur SPS avant tout démarrage des travaux.

D'autre part ;

La liste du personnel avec photocopies des contrats de travail, carte d'identité de la Société, livret médical, devra toujours être disponible sur le chantier. Le personnel devra être en règle avec la Médecine du travail, être compétent dans sa technique et s'adapter aux procédures de sécurité et conditions d'accès et d'intervention du chantier.

ORGANISATION DES TRAVAUX

OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR :

La réglementation du travail prévoit également des dispositions particulières issues du Décret n°88-120 du 1^{er} février 1988 modifié relatif aux salariés exposés aux risques liés au plomb et à ses composés, complétées par plusieurs arrêtés non codifiés l'ensemble de ces mesures ont été décrites dans le Code du Travail, Livre3, Section 2 au titre de la gestion des C.M.R. (Risques Chimiques nocifs pour la Reproduction) en 2007.

Les principales obligations de l'employeur envers ses salariés susceptibles d'être exposés au plomb ou à ses composés sont les suivantes :

Nota : les numéros des articles du décret du 1^{er} février 1988 sont indiqués entre parenthèses.

- interdiction d'occuper les jeunes travailleurs de moins de 18 ans aux travaux de grattage, brûlage, découpage au chalumeau de matières recouvertes de peinture plombifère (article R. 234-20 du code du travail),
- interdiction d'affecter des femmes enceintes ou allaitant aux travaux les exposant au plomb (article 13 bis),
- réalisation d'un examen préalable par le médecin du travail (article 14),
- organisation d'une surveillance médicale spéciale pour le personnel effectuant de façon habituelle des travaux comportant la manipulation ou l'exposition (article 14),
- remise d'une notice écrite au salarié l'informant des dangers, des moyens collectifs et individuels de protection, des méthodes de travail offrant les meilleures garanties d'hygiène, de la nécessité de se soumettre aux examens médicaux périodiques (article 13),
- organisation, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut, les délégués du personnel avec le médecin du travail, d'une formation pratique (article 13),
- réalisation des travaux en système clos et étanche (article 10),
- la concentration moyenne admissible en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur ne doit pas dépasser 150µg/m³ en moyenne sur 40 heures (article 3),
- fourniture de gants en matière imperméable aux produits manipulés (article 11),
- fourniture de vêtements de protection individuelle ainsi que de coiffures et de bottes ou de chaussures de travail lorsque les conditions de travail comportent le risque d'imprégnation des vêtements par le plomb ou ses composés ; l'employeur en assure le bon entretien et le lavage fréquent (article 11),
- fourniture d'appareils de protection respiratoire attribués individuellement lorsque la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb dans l'atmosphère dépasse 75 µg/m³ en moyenne sur 40 heures ou lorsque la plombémie dépasse 40µg/100 ml (articles 11 et 1^{er}),
- l'employeur veille au port de ces différents équipements de protection individuelle (article 12),
- mise à disposition de douches lors de travaux de «grattage, brûlage, découpage au chalumeau de matières recouvertes de peintures plombifères» (arrêté du 23 juillet 1947),
- interdiction aux travailleurs de boire, manger, fumer, priser et d'user de gommes à mâcher dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb (article 12).

D'autre part, les dispositions générales en matière de santé et de sécurité sur les chantiers de BTP sont issues essentiellement des décrets n°65-48 du 8 janvier 1965 et n°94-1159 du 26 décembre 1994.

AVANT DE DEMARRER LES TRAVAUX :

- rendre le chantier inaccessible au public et aux opérateurs non qualifiés selon les listes annexées aux PPSPS des différentes entreprises,
- délimiter et signaler les zones de travaux à risques,
- indiquer au maître d'ouvrage le moment opportun pour la réalisation du contrôle initial d'empoussièrément surfacique sur le sol,
- en fonction de la technique employée, prévoir éventuellement un isolement de la zone, un sas d'accès, une extraction d'air...,
- aménager un local inaccessible au public pour stocker les déchets,
- mettre à disposition des opérateurs, sur le chantier :
 - un point d'eau équipé de savon et de brosses à ongles au plus près de la zone de travail,
 - un ensemble sanitaires à usage de douche organisée de la manière suivante ; une (ou plusieurs) cabine de douche installée entre deux zones vestiaires réservées aux personnels intervenants sous protections spécifiques ; un vestiaire permettra de déposer les affaires de ville ou de travail non contaminées, le second après le passage par le sas douche permettra lui de revêtir les vêtements de protection, les opérateurs ne devront pas pouvoir contaminer les vestiaires communs de leurs effets sales, ils revêtiront des combinaisons type TYVEK avec gants, surbottes au moment de pénétrer dans les zones de travail, ils abandonneront ces protections en sortant de ces zones en effectuant le même parcours et en prenant une douche complète avant de ressortir dans le vestiaire propre pour revêtir des vêtements de travail non contaminés ou leurs vêtements de ville
 - la cabine de douche devra pouvoir être fermée avec espace de déshabillage et patère, caillebotis au sol, eau à température réglable, chauffage, aération...,
 - des toilettes et un local à usage de réfectoire devront être prévus si les tâches à exécuter ont une durée de plusieurs journées de travail.
- disposer des protections collectives contre le risque de chute de hauteur sur toutes les parties exposées à ces risques,
- mettre à disposition des plates-formes individuelles roulantes légères (PIRL) ou des échafaudages adaptés à la configuration des lieux (escaliers...),
- faire mettre hors service les installations existantes (gaz, électricité...) situées dans la zone de travail et pouvant présenter des risques pour les intervenants,
- mettre en œuvre des coffrets électriques avec disjoncteur différentiel (sensibilité 30mA),
- éclairer la zone de travail à l'aide d'appareils de classe II (double isolation) : projecteur mobile IP 447, baladeuse IP 45 munie d'une protection mécanique (verrine ou grille métallique).

PENDANT LES TRAVAUX :

- mettre à disposition des salariés, sur le chantier, les documents décrivant l'organisation de la prévention (PPSPS, document spécifique...),
- maintenir les moyens mis en place pour rendre le chantier inaccessible,
- appliquer à toute personne présente sur le chantier – en particulier lors des visites de chantier – les dispositions prévues pour les intervenants,
- commencer par les travaux les plus polluants,
- assurer un nettoyage régulier de la zone de travail ; proscrire le balayage,
- ramasser régulièrement les déchets, au moins une fois par jour,
- évacuer les déchets ; les stocker dans un local inaccessible au public,
- ne jamais faire brûler du bois recouvert de peinture au plomb,
- organiser des pauses en fonction des conditions de travail des opérateurs (température, humidité...) et des équipements de protection respiratoire choisis.

APRES LES TRAVAUX :

- réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité ; proscrire le balayage,
- indiquer au maître d'ouvrage le moment opportun pour la réalisation du contrôle d'empoussièrement surfacique sur le sol avant tout repli des confinements et protection d'isolation,
- fournir au maître d'ouvrage un plan indiquant les parois ou éléments contenant toujours du plomb après recouvrement ou encoffrement.

MESURES D'HYGIENE PARTICULIERES :

Compte tenu de leur importance pour la protection de la santé des salariés, ces mesures d'hygiène sont à mettre en œuvre dans tous les cas, indépendamment de la technique employée et du niveau de pollution.

Afin d'éviter toute contamination, ne pas manger, ne pas boire, fumer, mâcher de la gomme sur les lieux de travail.

APRES LE TRAVAIL ET AVANT CHAQUE REPAS :

- retirer les vêtements de travail et les autres équipements de protection,
- mettre les vêtements et équipements jetables dans des sacs à déchets réservés à cet effet avant de sortir de la zone de travail en utilisant le sas constitué de l'ensemble vestiaire sale/douche/vestiaire propre.
- ne pas apporter de vêtements de travail souillés au domicile ; le nettoyage des vêtements non jetables devra être assuré par l'entreprise,
- nettoyer soigneusement avec du savon toutes les parties du corps non protégées (en particulier la figure), se rincer la bouche, se brosser les mains et surtout les ongles,

AVANT CHAQUE PAUSE «TOILETTES», «BOISSON»... :

Nettoyer soigneusement avec du savon toutes les parties du corps non protégées (en particulier la figure), se rincer la bouche, se brosser les mains et surtout les ongles, et particulièrement en cas de consommation de tabac.

AMENAGEMENT ET UTILISATION DE LOCAUX POUR LES OPERATEURS :

Mettre à disposition des opérateurs, sur le chantier :

- un point d'eau équipé de savon et de brosses à ongles,
- un ensemble sanitaires à usage de douche organisée de la manière suivante ; une (ou plusieurs) cabine de douche installée entre deux zones vestiaires réservées aux personnels intervenants sous protections spécifiques ; un vestiaire permettra de déposer les affaires de ville ou de travail non contaminées, le second après le passage par le sas douche permettra lui de revêtir les vêtements de protection, les opérateurs ne devront pas pouvoir contaminer les vestiaires communs de leurs effets sales, ils revêtiront des combinaisons type TYVEK avec gants, surbottes au moment de pénétrer dans les zones de travail, ils abandonneront ces protections en sortant de ces zones et ne circuleront dans le chantier qu'une fois en tenue de travail.
- la cabine de douche devra pouvoir être fermée avec espace de déshabillage et patère, caillebotis au sol, eau à température réglable, chauffage, aération...,

ORGANISMES DE PRÉVENTION

D.T.E.F.P	Direction du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Inspection du Travail 42/56, rue Albert 75013 Paris	
C R A M I F	Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île de France 17-19, Place de l'Argonne 75019 PARIS	T : 01 40 05 38 27 F : 01 40 05 68 91
O.P.P.B.T.P.	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics 1 rue Heyrault 92660 Boulogne Billancourt	T : 01 40 31 64 00 F : 01 40 30 57 97